

Chroniques éditoriales 13

La réalité autrement

Epoque Chirac - 2003

Didier Reuter

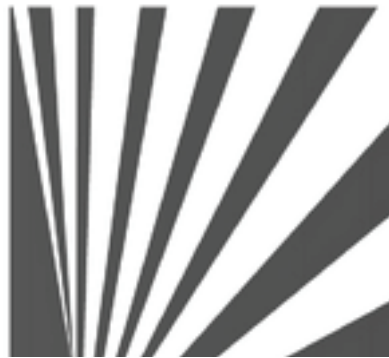
La réalité autrement

Chroniques éditoriales
de Mitterrand à Sarkozy
1991 - 2012

Auteur : Didier Reuter - ISBN 9791023701753

1€

BOOKINER 



Auteur : Didier Reuter

www.bookiner.com

Usage libre de droit (non marchand) avec mention «Bookiner.com»

Préface

Alors que beaucoup d'événements se sont déroulés en France, il existe une troublante similitude entre le début des années 1990 et celles des années 2010. Il est effarant de constater comment la réalité d'aujourd'hui est presque identique à celle d'hier sur de nombreux sujets sociétaux. Il semble même que les problématiques se répètent en boucle malgré toute l'agitation politique et médiatique de ces deux dernières décennies.

Pour s'en convaincre, il suffit de lire les chroniques éditoriales bimestrielles de D. Reuter réalisées en tant que journaliste et éditorialiste au sein du Journal des Professionnels (JdP) entre 1991 et 2012. Chaque texte détient un sujet ou un message court, synthétisé et ciblé de nature économique, sociale ou sociétale, pouvant servir de mémoire historique ou, du moins, de référence en terme d'observation et de perception citoyenne. Par leur clairvoyance et leur vision globale un grand nombre d'éditos apparaissent comme précurseurs des changements intervenus les années suivantes et sont, aujourd'hui encore, d'une actualité surprenante.

En associant des prises de positions claires et affirmées à des faits datés, listés et/ou expliqués (chroniques), l'intérêt de cet ouvrage est de former une véritable littérature sociétale décryptant la réalité autrement. C'est la raison pour laquelle ces chroniques éditoriales ont beaucoup de force, de saveur et de pertinence, en essayant d'expliquer le «verso» perçu, observé et compris par le citoyen de base, face au «recto» politique et médiatique de certains événements ayant parcouru et secoué la société française pendant 20 ans.

Chacun de ces petits textes introduit une réflexion forte permettant de mieux comprendre que, derrière l'apparence des faits et celle d'une réalité dite démocratique, tout un monde non visible s'agite pour en contrôler constamment les limites. Bien que «*Penser c'est dire non*» selon l'écrivain Alain, il est clair que pour gagner des avancées en matière sociétale, il faut se battre pas à pas, dire clairement les choses et résister absolument !

Conditions d'usage libre de droits

Tout contenu gratuit ou payant peut être utilisé avec l'obligation d'indiquer la mention «Bookiner.com». L'acquéreur sur le site bénéficie d'un usage libre de droits à titre **PERSONNEL** (individuel, familial et privatif) dans un cadre exclusivement non marchand, non concurrentiel et non grand public. Il est autorisé à installer ce fichier sur tout équipement informatique et télécoms dont il est propriétaire ainsi que pratiquer éventuellement une duplication, un téléchargement, ou un envoi sous forme de fichier, à un maximum de 5 postes/utilisateurs internes. Ce droit ne s'applique pas à l'utilisateur qui reçoit gratuitement un contenu payant, lequel ne peut aucunement le diffuser autour de lui sans risquer de tomber sous le coup de la loi portant sur le copyright et/ou s'exposer aux conditions restrictives du droit d'auteur et de la protection intellectuelle.

58. COMMUNICATION POLITIQUE : L'OVERDOSE

Sujet : Derrière la communication, le conditionnement de masse

Si la communication politique est devenue un art subtil chez certains, elle devient particulièrement saturante et écoeurante lorsqu'elle tend à se médiatiser à l'excès, à l'instar du meilleur des mets lorsque celui-ci revient à chaque repas. A vouloir trop communiquer sur les mêmes sujets (par exemple : l'insécurité tous les jours au JT à toutes les sauces), les politiques et les médias en viennent à devenir complice d'un harcèlement informatif, comme à favoriser une dictature orientée de l'information. L'effet inéluctable de ce genre de manipulation violentant la liberté de critique est alors de «gaver» les individus de caractère en les rendant davantage rebelles et résistants que dociles et conciliants.

Syndrome de l'entêtement

Depuis plusieurs mois, il est régulier de constater comment les détenteurs du pouvoir politique, judiciaire et médiatique, s'entêtent chacun à leur façon à vouloir imposer leurs idées, leurs positions et leurs discours par la propagation «cathodique». Ils considèrent ainsi que la ténacité finira bien par payer un jour et courber le jugement du plus grand nombre. C'est oublier que si la répétition et la fréquence du message sont des nécessités en matière de communication publicitaire, c'est afin de parer aux faiblesses de la mémorisation du public et lutter contre la présence d'autres messages parasites et concurrents. En matière de martelage de l'information dans une société suffisamment développée, c'est tout le contraire qui se passe. La répétition méthodique imposée et non choisie de l'information par le biais des médias génère, à la longue, une saturation et un rejet des messages. Elle a pour effet secondaire de décrédibiliser les organes d'information et ses émetteurs directs (journalistes et interviewé(e)s) en les assimilant à des «collaborants» du système. Du coup, de personnages bien propres devant l'écran, dans le poste de radio ou derrière l'article, ceux-ci marquent effectivement la mémoire collective mais à l'envers de leurs souhaits en prenant le risque d'un rejet ultérieur définitif, tant la réversibilité du pouvoir frappe d'abord ceux qui en abusent.

Un petit air de Vichy

Le climat d'insécurité psychologique et de démotivation alimenté par les excès de propagande en matière de sécurité routière, l'omniprésence policière et le risque quotidien de sanctions sous prétexte de lutter contre la marginalité de l'insécurité, relève soit d'une magistrale erreur de tir, soit d'une volonté délibérée d'agir par la peur au coeur des masses. Dans un pays moderne et de liberté, il est particulièrement frappant d'observer une convergence involontaire dans la ringardise des actions, des comportements, des attitudes, des discours et même dans le look de certains dirigeants politiques, donnant à penser que nous avons fait subitement un retour dans le passé.

C'est aussi le positionnement politique actuel d'un président qui se radicalise avec l'âge sur de nombreux sujets ; options politiques contestables prises à l'international (Palestine/Israël, Irak/Etats-Unis...) ; la propagande (pardon la communication) à outrance d'un gouvernement de droite qui soigne d'abord les siens (augmentation du salaire des ministres, refonte de l'ISF, réduction de l'impôt favorable aux hauts revenus, entrisme politique à tous les niveaux territoriaux, modification du suffrage universel visant à favoriser les grands partis...) ; l'usage de la sévérité sous-tendue par le retour d'un conservatisme primaire fait d'ordre et de morale prenant en caution la défense de valeurs sécuritaires (ciblage des usagers de la route au lieu des vrais délinquants des cités et des réseaux organisés) ; répression et amendes à tout va au lieu de budgéter la formation des individus, l'amélioration des infrastructures routières et la baisse des péages ; extradition manu militari des immigrés clandestins au lieu de briser les filières et la pénalisation des organisateurs ; punition des clients et des prostituées au lieu d'éradiquer les proxénètes et la mafia du sexe, etc.

C'est également l'omniprésence d'un parti de droite dominateur qui tend à aligner le comportement collectif des députés de la majorité en les mettant aux ordres selon la seule vision de leurs chefs, eux-mêmes constamment divisés, mais unifiés en façade ; l'omnipotence des médias, directeurs de l'information, rédacteurs en chefs et autres journalistes TV, radio et presse par l'évidence d'un matraquage

en boucle de sujets délibérément orientés collant parfaitement aux souhaits du pouvoir, faisant que certains «journaloux» et présentateurs connus sont même de véritables complices et relais de la propagande gouvernementale ; la manifestation du complexe d'autorité des forces de l'ordre à traquer le citoyen déviant comme le chasseur chasse selon l'humeur du jour, petit et gros gibier ; la curée judiciaire de certains juges et procureurs confondant justice et inquisition... Tout cela, fait curieusement penser au retour discret et délétère d'une certaine mentalité du début des années 40 sous l'égide d'un certain gouvernement de droite fortement ancré famille, travail, patrie, propagande, sécurité, sévérité, médailles honorifiques pour les gentils sportifs, «amicalité» de façade avec les dirigeants allemands contre le reste des alliés anglo-saxons, positions fortement médiatisées et louangeuses des grands chefs, agitations humanistes des épouses, etc. Il ne manque plus que la décentralisation du pouvoir politique central en province !

Conseillers & Cie

L'une des raisons de cette crispation étatique est à rechercher dans la présence relativement importante et influente de conseillers amis, officieux et officiels, d'organismes et d'observatoires satellitaires de toute nature, au côté des instances politiques dirigeantes, nationales et régionales. Elle prouve, à l'évidence, que le mélange des genres entre décisions politiques d'un côté et lobbying, think tank, réflexions intellectuelles, morales, tactiques, stratégiques de l'autre (conseillers), produit une sorte de «conduite à vue» de la société et de sa gestion, certes précise et qualifiée sur le papier, mais dénuée de vision globale, d'inspiration, d'intuition et de courage sociétal.

Que dire ensuite après cette inflation de prises de position politiques lorsque la réalité du quotidien se rigidifie tout naturellement au «bon soin» des servants de l'Etat et des agents de l'administration !

2003 - D. Reuter

59. ERREURS : ET DE 2 !

Sujet : Une succession d'erreurs chiraquiennes

En quelques mois, le président Chirac vient de commettre une seconde erreur gravissime dont la portée historique, bien au-delà des événements d'actualité, ne sera pas sans conséquences politiques et économiques pour la France. Derrière l'apparent consensus national où se mélangent l'unité molle et massive des partis politiques avec une opinion publique largement émotionnelle, raisonnant principalement sur le premier degré des apparences, se dessinent les contours d'un paysage politique qui n'a absolument rien de gaullien mais tout de chiraquien. Le principal de cette seconde erreur est de s'être opposé frontalement aux Etats-Unis et à l'action de guerre menée de concert avec plus de 70 pays et certains pays du Commonwealth (Royaume-Uni, Australie), alliés fidèles depuis longtemps, en leur opposant d'abord un catégorique veto diplomatique puis un entêtement caractériel à refuser la tutelle américaine dans la conduite de l'Irak. Quelles que soient les raisons justifiées ou non de politique intérieure et étrangère de la France et/ou les intérêts apparemment défendus par le président Chirac (défense des exportations privilégiées vers l'Irak, refus de l'hégémonie américaine sur le pétrole, stabilisation du terrorisme en France de source islamiste, main tendue pour la reconquête des anciennes colonies des pays du Maghreb après les différents fiasco en Afrique noire, défense du droit international, militantisme de la paix dans le monde...), l'erreur d'opposition tranchée à la guerre en Irak (camp idéologique de la paix) est l'une des pires options à prendre dans le contexte mondial actuel.

Il était tout à fait possible de choisir opportunément entre **3 autres options** : une participation française militaire sur le terrain (camp de la guerre dure), une participation uniquement technique (camp de la guerre soft) ou une action volontariste de non guerre (camp contre la guerre). Le camp de la non guerre n'est pas le camp de la paix. Il s'agit, au contraire, d'une option déterminée et engagée pour un changement concret, proposant clairement une série de mesures pragmatiques (allant bien au-delà des inspections) et associant surtout le consensus d'une majorité de pays occidentaux, dont les Etats-Unis, et naturellement de la plupart des pays du Sud. Ce qui est très différent ! La participation active à une partition duale et ringarde du monde en 2 camps idéologiques est une erreur française d'autant plus fondamentalement historique, que les décisions diplomatiques tranchées ont du mal à s'effacer de la mémoire collective internationale et se répercutent souvent de manière indirecte dans les affaires courantes entre pays.

Les 10 erreurs de l'action chiraquienne

1. Malgré les inévitables horreurs, ratés et injustices de la guerre, le veto chiraquien de février 2003 s'interprète comme une protection objective accordée au dictateur Saddam Hussein, à son régime et au parti Baas, lesquels ont été sans pitié ni grandeur pour leur pays et leur peuple par une violation constante des droits de l'Homme (jamais médiatisée). En la matière, la France n'a pas su proposer, face à un pays malade depuis très longtemps de ses propres injustices, que des formules et des mots. Elle n'a présenté aucun plan ni aucune perspective concrète de retour du droit en Irak, que le simple fait de chercher à gagner du temps dans une fuite en avant par le faux-semblant des inspections de l'ONU. Un sujet qui fâche, même si chacun connaît la grande inertie de l'organisme onusien à ne pas vouloir agir sans cause légale et précise, surtout face aux multiples ruses d'un dictateur qui depuis 12 ans manipule l'Occident.
2. Les positions catégoriques et intransigeantes du président Chirac au sein de la communauté européenne, dont l'effet est de fragiliser les fondations mêmes de l'unité économique et diplomatique en créant une partition avec plus de la moitié des pays membres de l'Union (17 pays favorables à l'intervention américaine), ainsi qu'une tension inutile avec les nouveaux entrants des Pays de l'Est.
3. La création du 1^{er} schisme historique au sein de l'ONU à l'entrée du XXI^e siècle par une fronde résolument anti-américaine. Une scission d'autant plus médiatisée que la France, pays soi-disant des droits de l'homme, a pris le risque ouvert de la contradiction tout en connaissant l'écho pervers que cela pourrait avoir dans le monde entier, notamment dans les pays arabes.
4. La décision stratégique française d'accorder ouvertement la préférence à l'option pro-arabe sur l'option anglo-saxonne, en se tournant délibérément vers la défense morale et idéologique des pays du Moyen-Orient (Palestine, Algérie...), alors que la plupart des pays musulmans sont animés, à l'évidence,

de logiques différentes de celle de la vieille Europe, voire directement hostiles à l'Occident.

5. Le (probable) contrecoup économique subi par certains secteurs de l'économie française qui ne bénéficieront pas directement et/ou immédiatement de la relance de la croissance américaine réservée aux pays amis et suiveurs. En l'état actuel des choses, il y a même lieu de craindre un plombage plus long de la croissance économique française (entre 1 et 2%) jusqu'à la fin de la mandature présidentielle.

6. L'émergence d'une blessure d'amitié, inutile et non essentielle sur le fond, dont la cicatrisation sera longue et difficile, notamment sur le plan de la confiance que pourront dorénavant accorder les alliés anglo-saxons à la France. Il y a lieu de craindre une rancune tenace des nord-américains vis-à-vis de la génération actuelle d'élus politiques français au pouvoir et dans l'opposition.

7. L'usage grandiloquent fait de l'argument de la paix au profit de l'Irak (notamment par le ministre de Villepin), lui ayant ainsi fait perdre toute sa noble valeur et sa crédibilité humanitaire en trompant les opinions publiques sur le dessein réel des dirigeants français, russes ou chinois. Il en est également de la portée morale des manifestations pacifistes trop largement médiatisées, mobilisées autour d'un concept de paix très relatif et à double visage, alors que personne n'a levé le seul petit doigt pour le presque million de morts au Rwanda en 1994, ou pour les exterminations durant la guerre de Tchétchénie menées par les Russes, ni durant l'invasion du Tibet par les Chinois ou encore au sujet des massacres perpétrés au Kurdistan Irakien... Rappelons, à cet égard, que la volonté de référence à l'arbitrage légal de l'ONU est une large hypocrisie. Depuis 1945, 130 guerres ont eu lieu dans le monde faisant 36 millions de morts directs. Seulement 3 d'entre elles ont été légitimées par l'ONU (Corée en 1950 ; Koweït en 1991 ; Afghanistan en 2001). Même la guerre du Kosovo légitimée et voulue par l'OTAN en 1999 est passée outre la charte de l'ONU avec, à l'époque, la participation guerrière, active et volontaire de la France et de son actuel président.

8. L'incurie notoire et publique de toute la classe politique française et de leurs leaders (sauf Alain Madelin), plombée à la fois par le contrôle hégémonique de l'UMP sur l'ensemble de la structure d'Etat et par la faible représentativité des partis d'opposition contraints de suivre une opinion publique plus soumise que lucide, plus craintive qu'entrepreneuse, afin de ne pas perdre encore davantage de terrain électoral après la débâcle de 2002 aux présidentielles et aux législatives.

9. L'importance démesurée accordée à la représentation virtuelle, émotionnelle et statistique de cette même opinion publique, tout le temps invoquée mais jamais consultée. Tout fonctionne comme si les minorités d'influence étaient maintenant devenues parfaitement représentatives des réactions émotionnelles de la majorité silencieuse, appuyées en cela (à l'occasion de la guerre en Irak) par le jeu ambigu et/ou partisan du pouvoir audiovisuel et des médias nationaux.

10. Le constat que, lorsqu'un président d'un pays démocratique dispose de tous les pouvoirs politiques (gouvernement aux ordres, parti de droite majoritaire au Parlement, au Sénat et dans l'ensemble des collectivités territoriales...), sa tendance naturelle est alors à se comporter en chef de parti autoritaire, décidant tout par lui-même par la directivité permanente de ses visions personnelles et/ou par celles de son entourage direct. Une sorte de dictature de l'esprit d'Etat tendant à se substituer à l'esprit même de la démocratie.

En fait, dans l'actuelle triade France/Etats-Unis/Irak, tout fonctionne comme si il y avait 3 petits dictateurs en puissance et non 3 grands chefs d'Etat. 2 dictatures de l'esprit (France/Etats-Unis par la voix de leur président) et une dictature militaire et policière (Irak). En ce domaine, il faut se rappeler que la France (peuple français) n'est pas du tout représentative dans sa diversité de la position unique de Jacques Chirac et de son portage politique, de la même manière que le peuple américain ne se résume nullement aux positions de son actuel président Georges Bush. L'histoire ne retiendra après coup, au-delà des discours partisans et enflammés des uns et l'expression de la bonne conscience des autres, que de la position d'un homme est née une série de conséquences menant (il faut espérer le contraire) à une forme déjà programmée de krach sociétal dans les prochaines années, dont Jacques Chirac porte une grande part de responsabilité.

60. ET LA PREMIÈRE ERREUR ?

Sujet : Dénoncer toujours et encore les pratiques qui prennent les gens en otage

S'il existe un exemple type de radicalisation politique artificielle de nature à créer, de toute pièce, de nouveaux murs de contraintes en société, c'est bien la première erreur du président Chirac. Celle-ci concerne la politique intérieure de répression et de culpabilisation massive et démesurée menée à l'encontre des usagers de la route. Alors que des milliers de flash infos, publicités, interventions, inondent les médias sur le sujet, il faut bien quelques acteurs libres et indépendants de la société civile pour le dénoncer activement. C'est le cas de nos différents éditos. D'abord il faut se souvenir que Jacques Chirac a été élu, il y a un an, en partie sur le ras-le-bol des incivilités vécues dans les cités, les transports et au sein des **établissements scolaires, en fonction de «La demande d'une population en proie à un sentiment d'insécurité** engendré par une masse de faits généralement de faible intensité mais dont l'accumulation produit un malaise», d'après l'avis de Lucienne Bui Trong, ex-commissaire des renseignements généraux.

La **réponse décalée** du gouvernement et du parlement, après les élections et alors que ce n'était pas le sujet principal, a été d'établir un tir massif et groupé sur les 30 millions d'usagers de la route, c'est-à-dire sur près d'1 Français sur 2, par un ensemble de mesures répressives à la fois démagogiques et démesurées. La décision a été justifiée à partir de sacro-saints sondages partiellement faux et réducteurs montrant la nouvelle sensibilité d'une grande partie de l'opinion publique, se «réveillant» après 90 ans de louanges technologiques et de pratiques individuelles légitimées de la vitesse, puis se retournant contre elle-même en fustigeant et en diabolisant la vitesse des autres !

Une mauvaise tournure sociétale

Dans cette affaire, très représentative de la «mauvaise» tournure sociétale actuelle, il convient de remarquer que moins les gens s'impliquent eux-mêmes et/ou se mobilisent dans l'action constructive, offensive, engagée et/ou citoyenne, plus ils compensent par l'esprit critique un désengagement individuel et collectif lié à un défaut de motivation et/ou à des frustrations. Ils utilisent alors allègrement la partie douteuse de leur intelligence afin de valider le recours aux mesures coercitives et négatives (critique, répression, sanction, culpabilisation...) contre les autres, leur donnant ainsi l'impression de contrôler sur la forme, un sujet qui leur échappe sur le fond. Quoiqu'il en soit, la manière dont a été (est) traitée la partie émergée du problème de l'insécurité routière par le ministre Sarkozy, se révèle assez représentative de la légèreté du raisonnement et du degré malsain d'opportunisme des politiques. Et ce, d'autant plus, que la politique menée s'appuie sur le constat vicieux d'une maîtrise dans l'instrumentalisation de la communication médiatique, comme il en fut au temps de la manipulation des masses par la propagande. Ce constat révèle une véritable inconséquence politique et budgétaire réalisée sur le dos des Français. Il semble toutefois que peu d'individus s'en préoccupent vraiment alors que l'on touche là, aux mauvais ressorts de nos sociétés malades du conservatisme de certains, de la psychose d'autres et d'un grand suivisme collectif. Dans cette affaire, de l'essentiel on ne traite que l'accessoire, du complexe de la problématique on ne favorise que le simplisme. Ce qui est révélateur en matière de sécurité routière, c'est que celle-ci cristallise, à elle seule, toute la mentalité d'une époque, toute la manière d'agir d'un système face aux attentes d'une population en imposant par le bas de la coercition ce qu'il aurait pu proposer par le haut de l'esprit de démocratie.

La véritable Sécurité routière c'est... la Maîtrise routière !

En fait, en matière de véritable «sécurité routière», les principaux facteurs de réduction de l'accidentalité reposent non sur une normalisation des comportements par la crainte (ce qui était encore acceptable au Moyen-Age) mais dans le développement intensif et motivant d'une véritable éducation et post-formation à la maîtrise routière, au savoir-vivre routier et à l'amélioration des infrastructures. Chacun sait que les 3 conditions pérennes de la sécurité repose d'abord et avant tout sur une véritable maîtrise de l'engin (compétence et progrès technologiques inclus), sur un savoir-vivre routier (comportement envers les autres) et sur la qualité des infrastructures. Aussi le fait d'y opposer une fin de non recevoir par la sanction, les radars, l'intolérance et la répression, révèle toute la faiblesse démocratique

du dispositif ainsi que le manque de vision sociétale au sein de l'actuelle équipe présidentielle et gouvernementale. C'est d'ailleurs lorsque cessera l'arnaque sécuritaire et morale de la sécurité routière traditionnelle et que celle-ci se transformera naturellement en maîtrise routière que nous assisterons alors à l'émergence durable d'un vrai changement sociétal évolutionnaire. Mais pas avant, malgré tout ce qui se passe ici ou là !

Le politique fait toujours ce qui l'arrange

En écartant, comme modèle à suivre, le développement d'un véritable esprit de responsabilité par le développement de la maîtrise, du discernement et de la compétence individuelle, le jugement politique reste prisonnier d'une erreur d'autant plus grave que celle-ci porte atteinte aux libertés essentielles des uns face aux incompétences des autres. En fait, il est aisé de comprendre pourquoi le politique est honni des citoyens adultes c'est parce que celui-ci, malgré ce qu'il dit, fait toujours ce qui l'arrange à court terme en jouant des événements, des individus et des chiffres. Qu'il soit pourtant clair que malgré l'annonce fortement médiatisée de chiffres saisonniers indiquant une baisse significative de la mortalité sur route (ce dont on ne peut que se réjouir), le pays se prive réellement d'un potentiel de 5 à 10 fois supérieur dans l'économie de vies humaines épargnées en ne voulant miser que sur la répression rentable et la normalisation culpabilisante.

Il est clair qu'avec de telles initiatives (y compris l'actualité irakienne), le citoyen devient de plus en plus passif, désengagé, démotivé, mais également plus intolérant pour autrui et revendicatif dans les manifestations d'une opinion publique de plus en plus émotionnelle, versatile et désabusée. Au final, le bilan tend irréductiblement vers la perspective d'un krach social un jour ou l'autre, bien plus que vers le progrès et l'harmonie sociétale.

2003 - D. Reuter

61. REVOIR LE RAPPORT PUBLIC-PRIVÉ

Sujet : Comment unifier les secteurs privé et public ?

Quand allons-nous voir cesser l'Etat entretenir des pratiques de différenciation inéquitables, voire de discrimination, entre les catégories d'actifs au sein même du service public et entre le service public et le secteur privé ? En évoquant, à longueur de temps, la nécessité d'équité et d'égalité de traitement des individus dans de nombreux domaines de société, pourquoi assistons-nous à une schizophrénie politique et syndicale dès lors qu'il s'agit d'évoquer les conditions de travail, salariales et sociales affectant une partie du service public (éducation nationale, Poste, SNCF, sécurité sociale, impôts, police...), tout en laissant parallèlement se débrouiller seuls les naufragés des entreprises du secteur privé ? D'un côté, on argumente sur la nécessité d'indifférenciation et de lissage collectif des comportements et des pratiques (citoyens, contribuables, usagers de la route, tous pareils !) et de l'autre, on conserve intact un système d'organisation d'Etat et administratif relativement archaïque formé d'une **mosaïque d'intérêts** corporatistes et de rigidités syndicales. Quelle impérative nécessité de société peut aujourd'hui justifier une différenciation des traitements, des privilèges et/ou des avantages en faveur de certaines catégories et corporations utiles de fonctionnaires, mais sur le fond pas plus essentielles que n'importe quelle autre catégorie d'actifs du secteur privé ? Il ne sert pourtant à rien d'opposer en masse le public et le privé, et encore moins de remettre en cause brutalement les avantages acquis ici ou là. Sur les 9 millions de fonctionnaires et assimilés, il y a beaucoup plus de non nantis que de nantis ; idem parmi les 14 millions d'actifs du secteur privé. Tous les écarts «positifs» évoqués en faveur du service public : garantie de l'emploi, départ plus tôt à la retraite, pension proportionnellement plus importante, etc., ne doivent pas masquer l'existence simultanée d'écarts négatifs dans le service public, à fonction et/ou à statut identique : grille de rémunération plus limitée, ascenseur social plus statique, conditions de travail moins motivantes, etc.

Un chantier national

La recherche générale d'équité sociétale suppose de réfléchir sur un système unique de référence à la fois pragmatique, clair, simple et transparent, basé sur une compensation des écarts existants entre public et privé. Sur une période de 3 à 5 ans, il est tout à fait possible de mener à bien un chantier national destiné à concevoir un système universel de codifications statutaires mixtes entre les 2 secteurs. L'objectif étant de mettre à plat les conditions de travail, de rémunération, d'avantages et d'inconvénients inhérents à toutes les fonctions et professions salariales des 2 secteurs, en vue de pouvoir ensuite mieux équilibrer les rapports d'équité entre agents économiques disposant d'un statut professionnel quasi identique. Ainsi, par exemple, en matière de différentiel d'avantages sociaux, salariaux et/ou de retraite, 3 axes d'action apparaissent techniquement réalisables en faveur des moins nantis du secteur public et du privé, sans toutefois toucher aux avantages acquis des plus nantis du système. L'idée centrale est que les avantages acquis par les uns, à fonction équivalente, soient compensés chez les autres, non bénéficiaires, par une forme directe ou indirecte de réciprocité. Seule la compensation par réciprocité devient alors équitable sous l'angle sociétal.

Axe 1 : L'Etat veille à combler lui-même l'inégalité qu'il entretient en faveur des mieux nantis du système (catégories privilégiées de fonctionnaires, hauts fonctionnaires, élus sénatoriaux, députation...) par une compensation non salariale en faveur des autres, soit sous forme de défiscalisation de l'impôt sur le revenu, de réduction supplémentaire des cotisations sociales personnelles et/ou par le jeu d'avoir ou de crédit impôt.

Axe 2 : Mise en place d'un système de bonification salariale, points retraite et/ou RTT réservé uniquement aux moins bien nantis, dès lors que ceux-ci s'engagent sur un contrat de progrès (formation, prise d'initiative, apports d'idées, don de temps dans le bénévolat associatif...) dans le cadre ou en marge de leur activité habituelle de travail. Ici la réciprocité suppose à la base un minimum d'efforts personnels.

Axe 3 : L'ensemble des partenaires sociaux, politiques et économiques, définissent une grille nationale et unique d'équivalence public/privé en terme de rémunération, temps de travail, RTT, points retraite, âge de la retraite, etc., avec choix optionnel pour les actifs. Soit les actifs conservent intacts leurs régimes actuels (par défaut) soit ils bénéficient de la nouvelle grille «universelle» avec un bonus (à définir) pour toute adoption volontariste de ce nouveau régime.

62. L'E-TRIBUNE DU CITOYEN

Sujet : Que chacun puisse s'exprimer librement

Il faut que le gouvernement arrête de faire voter sans cesse des lois, décrets et autres règles touchant à la vie en société sans les souhaits explicites, le choix clair et/ou la participation officielle des principaux intéressés. Sachant que toutes les organisations sociétales traditionnelles (Etat, institutions, syndicats, entreprises...) sont vouées à tourner sans cesse en rond, en repoussant indéfiniment la concrétisation d'un véritable changement de l'intérieur par le fait de mécanismes d'autoprotection, d'autogestion et de reproduction à l'identique, toute néo-démocratie moderne se doit d'être davantage interactive et participative. Pour être crédible, la néo-démocratie (par exemple une VI^e République en France) doit conserver un exécutif (gouvernement) et un législatif (Parlement, Sénat) en leur associant une troisième entité dite «consultative» : la **e-Tribune du citoyen**. Le rôle de celle-ci consiste à être l'amplificateur de la voix des citoyens en dehors de toute forme de représentation intermédiaire (syndicat, élu, association...).

La e-Tribune a pour vocation d'être un lieu d'information, d'échanges, de propositions, de prise de position et de vote sécurisé pour tout citoyen qui le désire, au moment où il le désire, comme il le désire. En marge du traditionnel Hôtel de ville et de la mairie, la e-Tribune est destinée à devenir un espace de proximité et de transmission sécurisée des **e-opinions** basé principalement sur l'usage du web et de sa toile affranchie des frontières culturelles, administratives, politiques et géographiques. Ringarde et finie la représentation du citoyen par l'intermédiation d'autrui, d'un parti politique ou d'un syndicat !

Le citoyen lambda s'exprime désormais **tout seul et directement** via des logiciels sécurisés de traitement de données. Il peut dès lors intervenir en temps réel sur toutes les grandes questions et réformes de société, ainsi qu'en matière de décisions municipales et territoriales. L'e-Tribune peut même être utilisée comme source de sondage économique, social et commercial, d'évaluation sociologique des tendances, de vote officiel, de «boîte à idées» nationale, etc. En fait, dans une néo-démocratie, l'e-Tribune permet à tous ceux qui le souhaitent de pouvoir s'exprimer librement par le forum et/ou le vote électronique sur telle ou telle question, selon un protocole à définir. Les règles simples de majorité sont obligatoirement actualisées, considérant ici que la crédibilité de mise en place de toute grande loi et projet de société suppose un seuil minimum de participation effective, et que dans cette impossibilité, celui-ci est automatiquement repoussé à plus tard et/ou retravaillé plusieurs fois s'il le faut.

Ainsi des référendums en ligne peuvent être régulièrement organisés en évitant que les partis au pouvoir et/ou que les minorités d'influence s'approprient la rue et/ou les médias au nom illégitime du plus grand nombre.

2003 - D. Reuter

63. MARRE DES JT DE TF1 ET DE FRANCE 2

Sujet : La preuve en direct de la manipulation des masses

Il y a en assez de subir chaque jour entre 2 et 10 minutes de lavage de cerveau télévisuel avec les mêmes informations en boucles traitées de manière à satisfaire la charte du politiquement correct. Il semble que l'on assiste depuis plus de 15 mois à une forme de diktat médiatique dur habillé de manière cool, fruit d'une collusion implicite entre les grands médias et les politiques en place. Si les informations données dans les journaux télévisés et les flashes d'infos relayés dans certaines radios semblent globalement normales, ouvertes et diversifiées, elles intègrent presque toutes, en leur sein, des séquences formatées à la «**gloire de mon père**» (1^{er} ministre) ou de «**mon père ce héros**» (Président) dans une orientation évidente de sens. Sans s'en rendre vraiment compte, le téléspectateur et l'auditeur, plus que le lecteur de presse écrite qui peut «sauter» à volonté tout texte importun, sont devenus des **otages audiovisuels** soumis au quotidien, contre leur gré, à de fortes irradiations de communication politique. Alors que de tout temps l'arbitrage naturel entre les principaux médias a permis de temporiser, contrebalancer, réguler et remettre de l'ordre dans l'information provenant des sources politiques qui ont une fâcheuse tendance à agir en predator de l'information, il semble que ce ne soit plus exactement le cas sur les grandes chaînes TV. Ou alors, c'est de manière peu audible depuis la main mise de la droite en 2002 sur la plupart des institutions françaises.

Le pire dans tout cela, c'est que l'on a l'impression désagréable que les présentateurs vedettes des JT de TF1 et de France 2 et certains chroniqueurs de radio amplifient volontairement ce **phénomène d'irradiation** en cautionnant par la longueur des «papiers», des reportages et des temps d'antenne, les positions orientées des grands leaders politiques actuels au détriment des règles essentielles d'objectivité, d'impartialité et d'équité. Ainsi, le citoyen assis devant son poste de télévision ou écoutant la radio a le sentiment d'assister à :

- . Une sanction médiatique anti-américaine et anglaise à chaque reportage portant sur la guerre en Irak et sur d'autres grands sujets d'actualité politique et diplomatique ;
- . Un rabâchage débile au quotidien concernant la sécurité routière avec nombre d'émissions, reprise d'infos locales et autres spots publicitaires, faisant que c'est même devenu un véritable cas d'école dans la manipulation médiatique moderne des masses ;
- . Une répétition hertzienne en écho à chaque sondage révélant des scores favorables en faveur du président ou du 1^{er} ministre ;
- . Un atermoiement médiatique pro-arabe sur le moindre mort Palestinien face à de rapides reportages sur les dizaines de victimes Israéliennes assassinées par des terroristes fous et imbéciles ;
- . De longues minutes récurrentes en l'honneur de la classe politique française dont presque tout le monde se fout.
- . Des écrans de fumée permanents mettant démesurément en valeur tel ou tel sujet d'actualité secondaire et minorant tel autre bien plus important, dérangeant ou utile.

Il devient urgent de faire le ménage parmi les rédacteurs en chef et autres directeurs de l'information de tous ces médias qui dérèglent la morale journalistique et la conscience du citoyen, sans naturellement avoir l'air d'y toucher, en raison de leurs attaches amicales avec l'Elysée ou Matignon. Pour le citoyen de base, la meilleure façon de dire ÇA SUFFIT ! c'est de boycotter ces chaînes et ces radios une semaine sur deux durant leurs émissions phares, afin de faire baisser l'audience donc leurs recettes publicitaires.

L'orchestration des «spin doctor»

En parfaite complicité avec l'épiphénomène médiatique précédent, la surdose de communication politique 11 mois sur 12 est devenue, semble-t-il, le remède privilégié pour faire avaler la comédie humaine de nos élites du haut. Mieux encore que la méthode Coué, la technique actuelle de communication politique tente de transformer ce qui fait mal en plaisir agréable, ce qui est contraignant et difficile à avaler en évidence salutaire, en must du moment. La technicité monstrueuse de ce type de communication repose sur une sorte de thérapie du mot et de la formule devant calmer et apaiser dans l'instant toutes les sources de crainte, de tension et d'excitation pouvant être ressenties par le bon peuple du bas.

Si cette méthode relève d'une stratégie de proximité et de contrôle moderne de l'opinion publique, elle est devenue particulièrement lassante, à la limite de la propagande. Il est clair que depuis la dernière élection présidentielle de juin 2002, l'accélération de ce phénomène est devenue particulièrement notable par le fait d'une orchestration systématique sous contrôle des «spin doctor», c'est-à-dire des conseillers de l'ombre et autres éminences grises de la communication attachés directement à l'Élysée, Matignon et Ministère de l'Intérieur. Ces derniers s'autorisent, constamment et sans vergogne, à contacter directement leurs «amis» dans les rédactions de presse, ainsi que les responsables de l'information dans tous les grands médias nationaux à forte audience, afin de réaliser tel forçage rédactionnel sur tel message ou d'orienter telle «lecture» de telle décision politique provenant soit du chef du gouvernement ou du président. Fort de l'impunité de leur statut, ces gens là n'hésitent pas à manifester directement leur mécontentement aux responsables de l'information en demandant instamment une rectification, si le «papier» ou le reportage n'est pas dans l'esprit formaté de leur propre «réalité» des choses. Cette attitude est d'ailleurs confortée et accentuée par le fait que la plupart des grands médias nationaux sont placés sous le contrôle d'actionnaires «capitalistes», a priori plus de droite que d'ailleurs.

Comme les ingénieurs du son

La finesse de cette stratégie de contrôle de l'opinion publique par la récurrence de la communication joue sur l'amplitude et la fréquence des messages. Une manoeuvre d'autant plus subtile sur la forme, mais assez grossière sur le fond, qu'elle ne peut être soupçonnée de manipulation directe de l'information, sachant qu'il n'y a pas à proprement parler de contrôle de l'information. Il s'agit plutôt d'un contrôle des boucles d'informations faisant que la plupart des faits de société sont ici bien abordés mais en accordant soit un traitement rédactionnel privilégié pour un fait sociétal objectivement secondaire ou encore là, une présence réelle mais très rapide en survol rédactionnel pour des faits bien plus importants. Dans ce traitement orienté de l'information, il est vrai que tout est dit mais en jouant sur les volumes et les intensités, un peu comme l'ingénieur du son qui agit sur les curseurs de son pupitre afin de donner de l'écho, du relief, du contraste, de la sonorité ou non à tel passage musical plus porteur ou à réduire celui jugé moins porteur. Dans la théorie de la communication, plus le politique communique, plus l'importance médiatique du fait est démultipliée en raison inverse de son importance et/ou de la réalité des conséquences. En d'autres termes, plus c'est creux plus ça résonne. Et cela est d'autant plus vrai qu'il s'agit le plus souvent d'un contexte d'intervention dans lequel l'importance du message est inversement proportionnelle à la prise de risque, à la faible ampleur de l'action et/ou de la mesure engagée. Dès lors, quel nom pourrait-on donner à ce style de communication politique à la fois paternaliste, manipulateur et pervers ?

En tout état de cause il est urgent, que face à l'extension maligne de ce type de communication politique et de diktat médiatique, se mettent en place rapidement des contre-mesures citoyennes de même ampleur.

2003 - D. Reuter

64. L'IDÉE DE DÉCLIN SOCIÉTAL

Sujet : Les signes du déclin c'est quand...

Si le déclin économique de la France fait actuellement l'objet d'un grand débat national, il n'est pourtant pas le seul versant du déclin à la française, mais seulement la face «Nord», l'aspect le plus voyant d'une problématique nationale bien plus profonde. La véritable notion de déclin se mesure d'abord et avant tout dans un cadre global incluant, certes l'économie, mais aussi le social (conditions de vie des individus, pauvreté, niveau de solidarité...) et surtout la dimension sociétale, c'est-à-dire le rapport objectif de la condition du citoyen au sein du système (Nation, Etat, collectivités territoriales, administration, institutions, organisations économiques et associatives...). En cela, il est possible de dire que la dimension sociétale s'intéresse d'abord, et en priorité, à «**l'état de santé**» des conditions humaine et citoyenne dans le régime politique actuel et non au fonctionnement du système en tant que tel. Dans l'approche sociétale, il ne s'agit pas seulement d'évoquer les différents aspects de l'actualité quotidienne, bons ou mauvais, mais surtout de prendre en compte les lignes de perspectives sur lesquelles glisse et/ou s'oriente la société. Ces lignes de perspectives se dessinent progressivement en fonction des insuffisances notables constatées dans l'action politique gouvernementale (erreurs, pertes d'opportunités, mesures liberticides, etc.), des effets structurels engendrés (sociaux, macro et microéconomiques, baisse du leadership dans tel ou tel domaine...), ainsi qu'au travers des influences psychosociologiques (souvent non conscientes) exercées sur le comportement de masse des citoyens.

Une ligne de plus grande pente baissière

A cet égard, l'approche sociétale ressort obligatoirement d'une vision globale, non partisane et libre vis-à-vis des orientations politiques et gouvernementales suivies lors de chaque mandature présidentielle. En d'autres termes, tout ce qui peut apparaître comme politiquement bon ou économiquement correct dans le court terme de la société ne l'est pas forcément dans le moyen et le long terme en raison des conséquences sociétales et/ou des effets induits sur la vie des citoyens. En matière de déclin sociétal, donc global, il est ainsi possible de dire que celui-ci relève directement d'une ligne de plus grande pente dirigée du haut d'une condition citoyenne jugée ascendante à un moment donné, vers le bas d'une condition citoyenne devenant «relativement» inconfortable, soumise et instable, dans un cadre de plus en plus privatif des libertés individuelles. Le déclin sociétal projette, par conséquent, une trajectoire collective en régression dynamique et/ou moindre au niveau de la mentalité générale et des droits acquis traduisant, à la fois, une usure du système actuel, de ses méthodes et de son mode de gouvernance. Le déclin se traduit alors par une augmentation des devoirs et des contraintes dans un rétrécissement de l'espace libertaire public, privé mais aussi et surtout cognitif, comportemental. Il s'agit également de l'effritement de certaines valeurs initiales, lesquelles ne sont plus sous-tendues par le même esprit fondateur, la même énergie d'ambition, de motivation, d'effort, de volonté, d'espoir et/ou de confiance qu'auparavant. Il en résulte alors un état latent d'insatisfaction, d'agitation voire d'agressivité dans toutes les couches sociales. Le système tend alors à imploser, à s'effondrer progressivement sur ses fondations, en créant une chaîne de réactions et de secousses dans le quotidien citoyen comme dans celui des individus.

Une somme de phénomènes entropiques

En terme d'analogie, le déclin s'apparente à une phase descendante d'un cycle majeur dont la pente, courte ou longue, prépare la fin irrémédiable de quelque chose en profilant obligatoirement l'émergence certaine, ou le retour, d'une nouvelle courbe ascendante. La phase de déclin peut ainsi perdurer sur de longues décennies ou s'arrêter rapidement, voire brutalement (syndrome du Mur de Berlin). C'est une question d'implication des hommes d'influence et de leurs actions. La principale caractéristique du déclin sociétal est qu'elle produit une somme régulière et haussière de **phénomènes d'entropie** (érosion industrielle, régression économique, faillites, augmentation de la pression fiscale...), de crise sociale (perte d'emplois, pauvreté grandissante, communautarisme exacerbé...) mais aussi d'insatisfaction individuelle et collective par la perte ou la baisse de dynamisme et/ou de participation volontariste des individus (grève, manifestations de rues, refus de s'engager dans la prise de risque...). La pente du déclin sociétal en Occident n'est pas nouvelle mais prend sa première courbure depuis la fin du

XVIII^e siècle, siècle des Lumières. Après une lente perte de valeurs (malgré la montée concomitante de l'industrialisation, colonisation, laïcité...), le phénomène s'est largement aggravé durant tout le XX^e siècle avec ses guerres, sa succession de régimes politiques, ses frottements multiculturels, etc. Depuis une quarantaine d'années, nous assistons (en temps de paix) à des poussées de fièvre intermittentes de plus en plus fortes et rapprochées (68, 73/74, 83/84, 91/94, 2002/...). Toutefois la grande différence entre cycles bas, ou dépression économique, et déclin sociétal, c'est que ce dernier résulte de la combinaison de 3 facteurs décisifs produisant une instabilité profonde et durable :

- . **le durcissement** des méthodes politiques (ordre moral, répression accentuée, leitmotiv sécuritaire... en provenance des institutions) ;
- . **la fragilisation** croissante des positions institutionnelles (accentuation de la contestation externe et interne, refus des dogmes...) ;
- . **l'accélération** peu contrôlable des événements (turn-over rapide des responsables, starisation éphémère des individus puis passage aux oubliettes tout aussi rapidement, fréquence rapprochée des événements socioéconomiques, succession de modes au sens large, etc.)

Les signes du déclin

Dans une société cultivée et évoluée, le déclin sociétal s'accélère dès lors que préexiste une conjonction de phénomènes et de constats évidents :

- . **c'est quand** l'opinion publique devient versatile, changeante, immature, infantile, suit le mouvement et la pensée dominante, se range docilement derrière les leaders du moment, change aussi rapidement d'avis et d'humeur que les événements apparaissent favorables ou défavorables.
- . **c'est quand** dans l'esprit des citoyens les plus actifs il n'existe plus d'envie, de motivation, de confiance envers le politique du moment, la politique en générale et le système dans son ensemble.
- . **c'est quand** le pays n'a plus vraiment de vrais leaders politiques mais des ambitieux, des politiciens gestionnaires, des «gesticulateurs» médiatiques.
- . **c'est quand** les individus se retranchent non courageusement derrière les corporatismes, l'assistanat, la protection du système, les privilèges et autres avantages acquis, sans faire l'effort de les remettre en question ou de les faire évoluer dans le sens de l'intérêt collectif.
- . **c'est quand** le rôle du citoyen devient objectivement secondaire dans la Nation, loin derrière la dominance des représentants du système au sein des différentes structures d'Etat (force publique, administration, collectivités territoriales...).
- . **c'est quand** l'administration impose son omnipotence au citoyen lambda en le considérant de moins en moins comme un individu à respecter mais comme un sujet, un numéro, un nom de fichier, qui doit d'abord se plier aux règles et aux procédures collectives.
- . **c'est quand** le recours à la morale, à l'ordre, à la règle, à la sanction devient un credo national et occulte toute autre possibilité d'évolution ou d'action libertaire alternative.
- . **c'est quand** l'Etat augmente sans cesse son espace d'intervention par une somme vicieuse de petites mesures favorisant la pression coercitive, le maillage législatif et le contrôle policier (ou militaire) dans tous les segments de la vie privée et collective.
- . **c'est quand** l'Etat bombe le torse à l'international alors que les mesures annoncées et les effets d'annonce à l'intérieur du pays ne sont pas à la mesure des enjeux et à la hauteur de la tâche.
- . **c'est quand** les devoirs imposés aux citoyens deviennent dominants sur les droits à exister.
- . **c'est quand** le discours politique et la présence médiatique occupent tout le terrain de l'information et celui de la conscience citoyenne avec des médias relativement uniformes et assagis (aplatis) se coulant délibérément dans la ligne de la pensée dominante.
- . **c'est quand** on se réfugie derrière le bouclier de la sécurité en baissant les armes comme en rejetant la prise de risque, l'esprit d'initiative et d'entreprise.
- . **c'est quand** on raisonne trop, qu'on brasse du verbe, de l'humeur et du jugement de valeur, plus que l'on n'agit vraiment.
- . **c'est quand** on opte collectivement pour le fatalisme et la soumission à l'ordre et à la règle alors que l'esprit de chacun dit «non» mentalement.
- . **c'est quand** le nombre de «collaborants» du système augmente de manière inquiétante comme les champignons sous la pluie.

En fait, le déclin sociétal moderne c'est quand l'individu perd de sa libre affirmation naturelle, perd le courage d'oser et le sens du risque, se soumet entièrement à l'autorité de l'Etat. C'est quand l'état d'esprit collectif d'un pays tout entier devient à la fois défensif et figé sur l'immédiat d'un présent flottant et instable, déconnecté du passé comme incapable d'anticiper l'avenir.

2003 - D. Reuter